

Annonces classées

Sa maman souffre d'un cancer du foie avec métastase. A ses dires, le jeune étudiant Belkacemi Massinissa croit que seule une radiologie interventionnelle pourrait l'aider.

L'opération se déroulerait au CHU de Villejuif, à Paris. Lui, sans ressources, en appelle, dans les colonnes du quotidien *Le Soir d'Algérie* du 28 mars, aux âmes charitables pour l'aider à financer ces soins. Preuve de sa bonne foi, l'aide sera versée, par les donateurs, écrit-il, directement dans le compte du CHU. Dans la même édition, paradoxalement, toujours sous la rubrique «Offre d'emplois», cinq SOS de lecteurs sollicitent, le premier une assistance pour acquérir des sondes auto-sondages lubrifiées n°8, le second, un fauteuil roulant, le troisième, le quatrième et le cinquième... des couches pour adultes. Nous en sommes là. C'est loin la médecine gratuite pour tous. Du coup, j'oubliais Louisa Hanoune qui réclame, à la «une», qu'on «redonne la parole au peuple». Comme s'il en avait jamais usé depuis 1962. Je tins pour secondaires les inquiétudes que suscite la performance des «Verts», battus 1 à 0 par le Qatar – rendez-vous compte ! Le Qatar ! Mais bon. Tout comme la flambée des prix des fruits et légumes dans nos marchés algérois et d'ailleurs. Je décidai de prendre, toujours dans mes tourments, pour une erreur typographique, une simple correction d'un mastic — comme on dit dans le jargon de l'imprimerie —, la seconde version du message du président de la République, abondamment commentée par ailleurs. Car, il faut bien s'entendre, ni une course pour la conquête — et non pas la reconquête — du droit des citoyens à exercer leur devoir dans le cours de la vie du pays, ni les pointures de nos footballeurs importés d'autres écoles, ni l'absence de contrôle des prix sur les marchés, encore

moins la version revue et corrigée de la missive au peuple ne pouvaient cacher, à mes yeux, la misère de ces demandes d'assistance médicale.

De quel poids pèse une autoroute budgétivore, un métro ou un tramway, des voitures neuves mises sur le marché à grand renfort de publicité quand, dans le même temps, un patient ne peut accéder à des couches, à un fauteuil roulant, à des sondes, à une prise en charge dont bénéficient d'autres personnes et personnages ? Il est un pays qui ne produit pas de pétrole, qui ne mobilise pas tout le savoir de son élite pour justifier ou réfuter la fracturation hydraulique. Un pays dont les enseignants n'engagent pas un bras de fer avec la tutelle au risque d'une «année blanche» pour des millions d'élèves.

Mais ce pays-là dispose du meilleur système médical, gratuit, de surcroît, de la planète, selon l'Organisation mondiale de la santé, d'une éducation de très haut vol, dicit l'Unesco, et d'une vie de tous les jours, sans prétention et sans prétentieux. Ce qu'ils produisent, ils l'investissent chez eux. Pas tout à fait comme nous. Mais, comme nous, ce pays a ses ennemis. A 160 kilomètres de ses côtes.

Non pas un substitut d'ennemi de seconde zone, mais le premier d'entre tous. Là-bas, les batteurs donneraient des leçons de baseball à ceux qui ont créé ce jeu. Sans autoroute Est-Ouest construite par des bâtisseurs venus d'ailleurs. Sans buildings pour donner le vertige, élevés par des constructeurs «importés». Là-bas, ils roulent en Oldsmobile, Pontiac et Buick modèle 52 et 58 que de géniaux mécaniciens ressuscitent chaque matin. Là-bas, aucun Cubain n'a jamais publié une annonce dans le quotidien *Granma*, ou dans le *Herald of Miami*, pour solliciter l'assistance ou la générosité de la diaspora. Parce que la solution est à Cuba. Notre médecine gratuite, nous avons voulu sa mort.

Comateuse, parce qu'on l'a voulu, per-

sonne n'a voulu la rendre à la vie. La formation devint contestable. Des thèses plagiées sur Wikipédia. Les meilleurs d'entre eux, ceux pour lesquels la médecine est avant tout un sacerdoce, peuplent les hôpitaux d'Europe. Chacun d'entre nous pourrait en nommer. Ils acceptent même les salaires d'infirmiers, parfois, faute de reconnaissance d'équivalence des diplômes.

Des «infirmiers» de très haut vol, naturellement. Mais ces produits des plus gros efforts accomplis par une nation en matière d'éducation, curieusement, ont préféré s'évader. Faute de mesures d'accompagnement pour leur éviter la misère intellectuelle. D'autres ont ouvert des cliniques privées. Preuves qu'ils n'ignorent rien de la bonne gestion d'un centre de santé. Qu'il suffisait — et Dieu sait que je déteste tous les «il n'y a qu'à» — de créer l'environnement pour qu'ils exercent dans les meilleures conditions dans les hôpitaux d'Etat. Les vôtres. Les miens. Avec l'autorité qui va avec. Pour qu'ils puissent aimer leur patrie comme ils l'entendent en tant que professionnels, sans interventions. Je lis, ce matin du 29 mars, que, pour rattraper les retards, selon *Algérie Focus*, le réseau national de la santé pourrait — notez le conditionnel — se voir allouer une enveloppe de 1 000 milliards de dinars pour la réhabilitation de 15 CHU, répartis à travers le territoire national, et la construction de cinq autres dans cinq wilayas du pays. Mardi dernier donc, 26 mars, M. Lazhar Bounefaâ, directeur général de l'Agence nationale de gestion des réalisations et d'équipement des établissements de santé (ARES), l'a assuré. Louable intention.

Ce monsieur ajouta : l'Algérie, qui dispose de 77 000 lits (dont 4 000 au niveau du secteur privé) disposera alors de 112 000 lits, atteignant enfin les normes internationales : 3,4 lits pour 1000 habitants. Il a fallu attendre des dizaines d'années, 52 ans d'indépendance — et une parenthèse volontairement bâclée d'une médecine gra-

Par Hadj-Chikh Bouchan

tuite — pour se réveiller et faire ce constat ! Pour être sarcastique, je dirai qu'il était sans doute plus urgent, à l'époque, d'ériger le monument qui trône sur les hauteurs de la capitale, pour ne pas le nommer, par le canadien Lavallin. Pour éviter le Carré des martyrs.

Le vrai. Pour éviter de les entendre gémir quand les responsables de ce pays se seraient pliés au protocole en observant une minute de silence en leur mémoire. Parce qu'ils les auraient entendu leur rappeler ces strophes d'une chanson patriotique d'antan, trop longtemps peut-être, qui recommandait de ne pas «oublier les martyrs, qui ont sacrifié leur vie pour ce pays, ceux dont les voix vous murmurent que notre sanctuaire est la liberté, le sacrifice notre slogan et l'indépendance notre idéal pour que vive la Nation». Oui. Jamais il ne suffira de construire des hôpitaux ou en réhabiliter quelques autres si, en amont et en aval, l'improvisation est... orchestrée. J'ai également lu, par ailleurs, que de hauts responsables de la santé proposent de facturer les soins prodigués dans ces centres hospitaliers. Il ne manquait plus que ça. En d'autres termes, frapper les bourses des moins nantis. Parce que les autres, eux, messieurs, ça leur passe par-dessus la tête. Ils consultent le privé. Et quand ce privé bute sur ses propres limites et celles de la technologie — elle aussi importée —, leurs patients prennent l'avion.

Et quand ils prennent l'avion, eux, ils ne publient pas une annonce dans la rubrique «offres d'emplois» pour appeler aux dons. Pouvez-vous me dire, dès lors, ce que valent donc tous les discours devant les appels pour se procurer des sondes, une assistance financière pour subir des soins en France, un fauteuil roulant ou des couches ?

H.-C. B.

CE MONDE QUI BOUGE

Yémen, cette fausse unité arabe France, le racisme se territorialise

Sous une photo montrant Barack Obama et Benyamin Netanyahu se bidonnant comme de vieux complices, on trouve cette légende : «Les Arabes ont réussi à s'unir...contre le Yémen.» Il faut dire que la coalition arabe conduite par l'Arabie Saoudite pour empêcher les rebelles chiites houthis de s'emparer d'Aden, n'a jamais fait montre d'un esprit aussi guerrier et unitaire lorsqu'il s'agissait d'aider les Palestiniens. La chute d'Aden serait un revers considérable pour cette coalition arabe, qui a répété à plusieurs reprises que son objectif était que le gouvernement du président Mansour Hadi, chassé de Sanaâ, puisse s'y maintenir.

C'est la deuxième fois en quatre ans que les pétromonarchies du Golfe interviennent militairement dans un pays de la région. En 2011, elles ont volé au secours de la dynastie sunnite de l'émir Hamed ben Issa al-Khalifa, au pouvoir dans l'émirat de Bahreïn depuis deux siècles, confrontée à d'importantes manifestations populaires conduites par une coalition de partis d'opposition comprenant le premier parti chiite du pays, le Wefak. On était dans ce qu'on appelait alors le «printemps arabe» et la révolte chiite, pourtant pacifique, a été écrasée sans que

les Etats-Unis et leurs alliés, rivés sur la Libye de Kadhafi et la Syrie de Bachar, ne bougent le petit doigt. C'est que Bahreïn abrite le quartier général de la Cinquième flotte US. C'est dans le port de Manama, capitale du Bahreïn, que mouillent les porte-avions USS Kitty Hawk (CV-63), USS Constellation (CV-64), USS Theodore Roosevelt (CVN-71), USS Abraham Lincoln (CVN-72) et USS Harry Truman (CVN-75) et sept autres navires de guerre. Tous ces joujoux, qui avaient pris part à la guerre contre le régime de Saddam en mars 2003, sont surtout là pour protéger les monarchies arabes contre le méchant iranien. Et dans le cas du Yémen, l'US Navy a mis ses moyens de surveillance électronique au service de ses protégés arabes.

Reste à savoir si cette armada arabe, qui bénéficie du soutien de la Turquie et du Pakistan — ce dernier va envoyer des troupes au sol — viendra à bout des montagnards houthis. Car en dépit de l'offensive aérienne déclenchée par l'Arabie Saoudite et ses alliés en soutien au président Abd-Rabbou Mansour Hadi, les miliciens chiites houthis et leurs alliés ne relâchent pas la pression. Et puis, chacun sait que les montagnes du Yémen, à côté desquelles nos montagnes algériennes

font figure de collines, constituent un redoutable piège pour tous ceux qui s'aviseraient à envahir le pays.

En Syrie, le soutien turc et arabe à l'opposition islamiste a été déterminant dans la prise de la ville d'Idlib, dans le nord du pays. Ce chef-lieu de province est tombé samedi dernier entre les mains des djihadistes du Front al Nosra, la branche syrienne d'Al-Qaïda, et de ses alliés salafistes d'Ahrar Cham. Sans attendre, al-Nosra a annoncé la couleur. Elle va établir un émirat ayant pour capitale Idlib dans le nord-est de la Syrie.

Et elle pourra compter sur Tayyip Erdogan pour consolider ses positions. Voilà donc la Syrie dépecée avec l'établissement de deux califats : l'Etat islamique d'Abou Bakr al-Baghdadi et l'émirat du nord-est du pays qu'Abou Mohamed al-Julani, le chef d'al-Nosra, veut constituer. Il n'empêche. La Coalition nationale de l'opposition en exil (CNS) est bien la seule à saluer une «importante victoire sur le chemin de la libération totale du territoire syrien». Comme dirait l'autre : il est permis de rêver.

En France, malgré son bon score aux élections cantonales de dimanche — c'est désormais la deuxième force politique du pays — le Front national



Hassan Zerrouky.

(FN) de Marine Le Pen n'a pas réussi à s'emparer d'un seul département. Mais, aux prochaines élections régionales de l'automne prochain, il risque de s'emparer d'au moins deux régions, l'une dans le nord de la France, et l'autre, la région Rhône-Alpes, dans le sud-est du pays.

Le racisme et la xénophobie sont en voie de s'institutionnaliser. Voilà donc le FN en passe de se territorialiser en se dotant de deux petits «émirats» à partir desquels il pourrait partir à la conquête du pays de France.

H. Z.